

atteindre des objectifs de politique étrangère non économiques et 3) régler les problèmes de répartition des revenus. Je me pencherai sur les déficiences du marché et la majeure partie du reste de cet article portera sur cette question. Cependant, je parlerai d'abord brièvement des deux autres motivations.

Par objectif politique étrangère non économique, je veux dire que les gouvernements peuvent avoir des motifs de vouloir resserrer les liens commerciaux avec certains pays pour des raisons allant au-delà des avantages purement économiques. L'établissement de liens commerciaux et d'investissement peut présenter des avantages politiques et de sécurité nationale, l'intégration des économies grâce au commerce et à l'investissement internationaux peut augmenter l'interdépendance, favoriser des liens personnels et culturels et réduire la probabilité de conflits. Ce genre de préoccupations politiques, par exemple, a fait partie de la motivation pour créer une union douanière en Europe après la Deuxième Guerre mondiale. De plus, les liens noués entre les pays par le commerce et l'investissement peuvent aussi servir à faciliter la coopération sur d'autres questions, comme les préoccupations environnementales à l'échelle mondiale. Enfin, des relations commerciales et d'investissement peuvent aussi faire partie d'une stratégie de développement et peuvent remplacer ou compléter l'aide étrangère directe. Par conséquent, il peut se produire des cas où les gouvernements dans des pays à revenus élevés veulent promouvoir le commerce et l'investissement avec des pays moins développés. Je n'étudierai pas ces raisons ici, sauf pour mentionner que ces raisons peuvent fournir des arguments complémentaires en faveur de la promotion de l'exportation en plus de la démonstration purement économique sur laquelle je me concentre plus bas.

L'autre argument qui est parfois avancé expressément en faveur de la promotion de l'exportation dont je ne discuterai pas ici porte sur la répartition des revenus.³ Si un programme de promo-

³ La question de la répartition des revenus se pose aussi dans le contexte de la promotion de l'investissement national à l'étranger; cependant, on s'inquiète souvent que l'investissement direct à l'étranger peut conduire à la perte d'emplois dans l'économie nationale.